

## POUR CONNECTER ENTREPRISES ET START-UP BNP Paribas Suisse lance Wai Boost

PAGE 5

## BANQUE LOMBARD ODIER & CIE Olivier Steimer rejoint le board

PAGE 4

## NOUVELLE APPROCHE D'INVESTISSEMENT ZKB était le mandat de conseil

PAGE 5

## SOCIÉTÉ DE PARTICIPATION À LAUSANNE 5EL devient The Native SA

PAGE 6

## LA SUISSE DANS LA COURSE À L'INNOVATION La vision de Martin Vetterli

PAGE 4

## REAL TIME MANUFACTURING À LAUSANNE En quête de l'usine du futur

PAGE 6

## LEVÉE DE CAPITAUX POUR LES PME Le marché suisse est inadaptable

PAGE 7

## ÉCONOMIE ET POLITIQUE CLIMATIQUE Le Swiss finish coûterait très cher

PAGE 2

## Amaris s'installe en Scandinavie



**OLIVIER BROURHANT.** Cofondateur et CEO du groupe Amaris. Créé en 2007, il s'est développé depuis dans 50 pays.

Le groupe de conseil Amaris continue le développement de ses activités à l'international. Créée en 2007, Amaris est devenue la première entreprise de conseil indépendante en Europe, avec plus de 3500 employés. Le groupe s'est développé depuis dans 50 pays et couvre tous les secteurs, avec une prédominance pour le conseil dans l'ingénierie en technologies. Ce nouveau centre suit l'évolution de l'entreprise qui vise 500 millions d'euros de chiffre d'affaires et les 10.000 employés dans les années à venir. Le Danemark était l'un des objectifs d'Olivier Brourhant, cofondateur et CEO du groupe Amaris (lire *L'Agefi* du 8 septembre 2017). À l'époque, le CEO relevait qu'il ne manquait que la Scandinavie à couvrir. Ce manque est presque comblé puisque la Suède et désormais le Danemark sont couverts par le groupe genevois.

Le Danemark se révèle être une opportunité pour le groupe Amaris. Le pays concentre en effet un fort potentiel dans le secteur de l'énergie renouvelable, dans lequel il est notamment leader mondial dans la fabrication d'éoliennes. Ajouter à cela la chimie, l'industrie pharmaceutiques et la biotechnologie. Sans oublier le secteur des services qui contribue à près de trois quart du PIB et dans lequel Amaris est très présent. **PAGE 6**

# La croissance de Reyl passe par les entreprises

**BANQUES.** La cession de parts dans RAM permet d'accélérer le développement dans des activités à forte valeur ajoutée.



**FRANÇOIS REYL.** Le directeur général de Reyl & Cie veut profiler son groupe notamment dans le domaine du Corporate Advisory.

CHRISTIAN AFFOLTER

Le directeur général du groupe bancaire Reyl & Cie François Reyl s'exprime dans *L'Agefi* pour la première fois plus en détail sur les motifs qui l'ont conduit à céder une part importante dans le gestionnaire d'actifs RAM à Mediobanca. Il apparaît que cette transaction, communiquée le 23 novembre dernier, permet à la fois à son groupe de développer de nouvelles activités, et à RAM de bénéficier d'un réseau plus étendu à l'échelle européenne, en particulier pour recruter les investisseurs initiaux dans un nouveau fonds de placement. Ce dernier pourra ainsi se développer

de manière plus conforme à son potentiel.

Parmi les nouvelles activités à forte valeur ajoutée prioritaires du groupe figure le conseil aux entreprises. Les seuils de volume de transaction toujours plus élevés qu'appliquent les grandes banques laissent un champ d'opportunités intéressant à des établissements plus agiles. Le fait d'être un groupe qui reste à taille humaine a l'avantage de mieux pouvoir exploiter les synergies entre la gestion privée et les services bancaires aux entreprises, qui devraient être l'un des principaux moteurs de croissance de Reyl & Cie au cours des cinq prochaines années. **PAGE 3**

## Nestlé alloue efficacement ses capitaux dans la durée

PHILIPPE REY

Le prix de 2,3 milliards de dollars pour l'acquisition d'Atrium Innovation n'est sans doute pas bon marché pour Nestlé. Toutefois, il s'agit d'un investissement stratégiquement intéressant qui agran-

dit son portefeuille de produits de santé grand public, en adéquation avec ses priorités axées sur les catégories d'alimentation et de boissons à forte croissance. Nestlé a toujours bien digéré ses acquisitions tout en pouvant créer de la valeur dans l'ensem-

ble. L'investissement dans la croissance endogène constitue un autre axe très rentable d'allocation du capital. L'évolution du cours de l'action Nestlé l'atteste! De même que le dividende en hausse régulière depuis au moins 1959. **PAGE 5**



**MARK SCHNEIDER.** Rachat d'un leader mondial des produits de santé nutritionnelle.

## La croissance semble assurée pour 2018

**CREDIT SUISSE.** La banque a dressé un tableau optimiste en présentant ses perspectives économiques et financières.

LEILA UEBERSCHLAG

La 27<sup>e</sup> édition de la conférence de fin d'année dédiée aux investisseurs institutionnels organisée par Credit Suisse s'est tenue hier à Lausanne. Décrit comme un véritable millésime, 2017 a été une année excellente pour les investissements. Et c'est un tableau de grande stabilité et d'optimisme que Credit Suisse trace pour l'économie réelle mondiale en 2018. Alors qu'un risque de récession ne peut jamais être exclu, la banque a modélisé les probabilités d'un tel risque sur la base des déséquilibres qui existent – et qui ont par le passé toujours mené à des récessions – tel que les dettes des ménages privés, du secteur public ou encore des entreprises. «Sur la base de l'état global de ces dettes,

nous estimons la probabilité de récession pour l'année prochaine très faible, de l'ordre de 10% pour le marché américain», a affirmé Nannette Hechler-Fayd'herbe, responsable de la stratégie d'investissement et de la recherche chez Credit Suisse. «Le risque de déflation semble également être actuellement écarté. Les banques centrales, principalement dans les pays développés, semblent avoir vaincu ce spectre et c'est donc un environnement d'inflation modéré que nous anticipons pour 2018», a ensuite ajouté Nannette Hechler-Fayd'herbe. Selon les prévisions, les taux d'intérêt en Suisse resteront inchangés en 2018, c'est-à-dire négatifs, malgré l'engagement des banques centrales sur un chemin de normalisation. **PAGE 4**

## Les nombreux défis de la construction

Urbanisation croissante, transition énergétique et révolution numérique sont des enjeux clés.

JOHAN FRIEDLI

Le secteur de la construction ne pourra pas s'endormir sur ses lauriers ces prochaines années. Mais ses représentants prennent les devants avec des réflexions communes sur l'avenir de ce marché. La Chambre de commerce et de l'industrie France Suisse vient d'organiser une rencontre de deux jours à Lausanne avec les acteurs de la construction. Plus de soixante participants des deux pays ont pu échanger à cette occasion.

Jacky Gillmann, président du conseil d'administration de Losinger Marazzi à Berne, a donné sa vision des défis du secteur à cette occasion: la raréfaction des ressources naturelles, l'urbanisation croissante et la densification,

la transition énergétique ainsi que le challenge du numérique. Mais pour lui il s'agit surtout d'opportunités à saisir pour réveiller un secteur qui ne bouge pas suffisamment. Jacky Gillmann estime que la recherche et la numérisation auront des rôles centraux à jouer pour relever ces challenges.

Cette rencontre a aussi permis de discuter du projet d'agglomération Lausanne-Morges à l'horizon 2030. Une zone dynamique qui devrait accueillir environ 75.000 habitants et 45.000 emplois supplémentaires à cette échéance. Un potentiel certain pour les entreprises de construction. Mais cela représente de nombreux projets qui nécessiteront une coopération de nombreux acteurs et de la population pour aboutir. **PAGE 6**



6 700 07 700876 127147-6

## Il est temps d'inventer l'usine du futur

Lausanne accueille le premier rendez-vous Real Time Manufacturing, sur les projets numériques en industrie.

SOPHIE MARENNE

Quels sont les nouveaux défis du pilotage industriel? Voilà la question à laquelle répond Yves Pilet ce jeudi, lors de l'événement Real Time Manufacturing au centre de congrès Beaulieu de Lausanne. Le CEO d'Ypsys y est conférencier et aborde la thématique de la digitalisation des usines, devant un public de 300 personnes issues des secteurs horloger, agroalimentaire, chimique, pharmaceutique, de fabrication de biens d'équipement et de sous-traitance industrielle.

Yves Pilet a fondé Ypsys en 2004. L'entreprise, basée à Gland, offre à ses clients des services en conseil, implémentation, formation, support en gestion et en optimisation des opérations industrielles. Selon ce spécialiste, les industriels cherchent à instaurer des stratégies digitales pour être plus compétitifs, par exemple en développant un nouveau produit, en investissant dans de meilleurs outils de production ou bien en déployant des méthodes pour être plus agiles ou se conformer aux nouvelles réglementations. Il décrit: «Bien qu'il y ait une prise de conscience, ils ne savent pas toujours ce que la digitalisation sous-entend. Pour certains, c'est la suppression du papier. Pour d'autres, c'est la mise en place d'outils collaboratifs. Pour d'autres encore, l'arrivée de robots... De plus, ils craignent de faire face à de gros investissements: ils n'arrivent pas à en prévoir le bénéfice ainsi que le taux de rendement.»

### Mises en garde face aux idées reçues

Il insiste: «Un projet en digitalisation ne fonctionne que s'il vise à améliorer des processus existants, pas simplement à les automatiser. De plus, cela demande



YVES PILET. Le CEO d'Ypsys interviendra en tant qu'expert en innovation industrielle.

une grande implication interne et du management. Il est impossible de compter uniquement sur un fournisseur qui devrait apporter toutes les réponses».

Il souhaite sensibiliser les industriels au fait que l'humain doit être au cœur de cette dynamique d'amélioration, d'une part, et à l'urgence de lancer ces procédures, d'autre part: «Aujourd'hui, ce n'est plus le grand qui mange le petit. C'est le rapide qui mange le lent! Les dirigeants d'industrie doivent faire attention aux start-up». A l'heure des MES (Manufacturing Execution System) – ces systèmes informatiques de gestion des processus qui collectent les données de production des usines et ateliers en temps réel, pour en tirer des analyses poussées – les industries doivent se transformer.

Après Toulouse, Lille, Paris, Rennes et Lyon, la première édition helvète du Real Time Manufacturing donne aux directeurs d'industrie l'occasion de poser leurs nombreuses questions en matière de réglementation, outil technologique et approche organisationnelle face à la numérisation des opérations industrielles. Durant cette journée, ils assistent à des conférences – comme celle donnée par Yves Pilet – mais ils participent également à des ateliers et rencontres. ■

## Le secteur de la construction a l'opportunité de se repenser

De nombreux défis doivent être relevés et la transition énergétique ainsi que la révolution numérique en font partie.

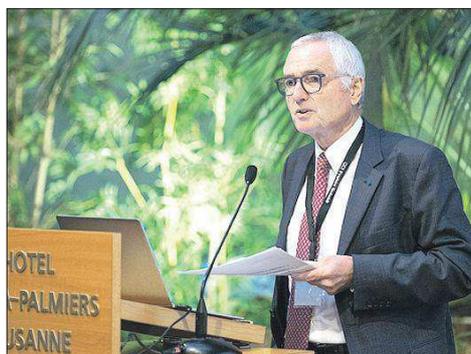
JOHAN FRIEDLI

Le secteur de la construction a de nombreux défis à relever ces prochaines années. C'est notamment pour en parler que la Chambre de commerce et de l'industrie France Suisse vient d'organiser une rencontre de deux jours à Lausanne avec les acteurs du domaine. Plus de soixante participants – dont de nombreux représentants d'entreprises – des deux pays ont pu échanger à cette occasion. Jacky Gillmann, président du conseil d'administration de Losinger Marazzi, s'est exprimé sur les défis et opportunités du secteur. La société dont le siège est à Berne, elle appartient au groupe Bouygues, est très active en Suisse romande avec des projets comme «Quai Vernets». D'après le président de l'entreprise, les principaux enjeux à venir sont la rarefaction des ressources naturelles, l'urbanisation croissante et la densification urbaine, la transition énergétique et le challenge du numérique.

### Des opportunités à saisir

«Il s'agit d'opportunités à saisir pour mettre en mouvement un secteur qui n'a pas assez bougé», estime Jacky Gillmann. «Il est temps d'injecter plus de matière grise pour progresser. La construction est un secteur qui n'investit pas assez dans la recherche. C'est une branche qui doit se repenser et ne pas simplement dupliquer les modèles du passé.» Le numérique va notamment permettre de mieux optimiser la conception et la réalisation.

L'utilisation du Building Information Modeling (BIM) va forte-



JACKY GILLMANN. Il vaut certainement mieux surinvestir dans un bâtiment au départ pour le rendre plus flexible, afin qu'il puisse s'adapter à l'évolution de la société qui est de plus en plus volatile.

ment impacter l'acte de construire. Cette technologie permet de rassembler tous les acteurs lors de la

phase de planification autour de modélisation en 3D et en réalité virtuelle, les imprévus de chantiers

devraient donc être notablement réduits. Losinger Marazzi a actuellement plus d'une vingtaine de chantiers en cours avec le BIM. Jacky Gillmann explique qu'il faudra certainement moins construire demain tout en proposant des services complémentaires. Il y a des synergies importantes à réaliser entre immeubles pour en optimiser le fonctionnement et l'exploitation. Dans un autre registre, «il vaut certainement mieux surinvestir dans un bâtiment au départ pour le rendre plus flexible, afin qu'il puisse s'adapter à l'évolution de la société qui est de plus en plus volatile.» Losinger Marazzi a réalisé les trois premiers quartiers certifiés «société à 2000 watts» qui, dans une vision à long terme, devraient diviser la consommation d'énergie primaire par trois: en agissant sur le bâti, la mobilité et notre manière de consommer. ■

## L'avenir de l'agglomération Lausanne-Morges

A l'occasion de cette rencontre, Adriana Rabinovich – cheffe de projet au Service du développement territorial de l'Etat de Vaud – est venue parler du Projet d'agglomération Lausanne-Morges (Palm) à l'horizon 2030. De très nombreuses initiatives sont en cours pour anticiper la croissance de cette zone très dynamique, sur un territoire de 26 communes. L'agglomération se prépare pour accueillir 75 000 habitants et 45 000 emplois supplémentaires d'ici 2030.

«Il s'agit d'un projet piloté par le canton, mené en partenariat avec des structures intercommunales et des associations régionales. Cela permet d'avoir une vision globale déclinée dans des mesures très concrètes au niveau communal et intercommunal», explique Adriana Rabinovich. C'est la 3<sup>e</sup> génération de ce projet qui permet d'obtenir du cofinancement

au niveau fédéral pour des infrastructures de transports. Des tranches d'environ 160 millions et 180 millions ont déjà été accordées.

Un enjeu principal est de densifier vers l'intérieur afin de répondre à la loi sur l'aménagement du territoire et au plan directeur cantonal. Avec la nécessité de pouvoir se déplacer aisément en transports publics. «Toute l'agglomération sera bien desservie avec les projets qui sont prévus à l'horizon 2030.» Une des préoccupations qui est ressortie lors de la rencontre est la rareté des terrains à bâtir. «Il y a déjà une réserve pour 25 000 habitants qui n'attendent que les permis de construire. Dont une bonne partie au cœur de l'agglomération», a rassuré Adriana Rabinovich. Le développement va se faire par paliers mais il y aura le potentiel pour répondre à la future demande. – (Johan Friedli)

## 5EL se rebaptise en The Native SA

**PARTICIPATIONS.** La société opère désormais dans trois champs: blockchain, e-commerce et services de paiement.

La société de participation 5EL a mis un point final à sa réorganisation, approuvée ce mercredi par les actionnaires lors d'une assemblée générale extraordinaire. L'entreprise s'est trouvée un nouveau nom et s'appelle désormais The Native SA.

### Trois champs d'activité

Dans sa nouvelle configuration, la société opère dans trois champs d'activité: Blockchain Lab spécialisé dans la technologie de la chaîne de bloc, e-commerce Services dédié au marketing numérique et de contenu ainsi qu'aux services de paiement pour les marchands en ligne, et Asknet Academic focalisé sur le marché universitaire allemand, a précisé l'ex-5EL dans un communiqué.

Les actionnaires ont également nommé l'actionnaire de référence Sergey Skatershikov au poste de président exécutif, au côté de Serge Umansky en charge de la vice-présidence. La fondatrice de The Native, Izabela Depczyk, rejoint également le conseil d'administration.

L'assemblée générale a validé une émission obligatoire de 4,3 millions d'euros destinée à «financer l'expansion future de l'activité», souscrite par les actionnaires existants et nouveaux.

L'obligation convertible sur 12 mois peut être échangée en plus de 900 000 actions, augmentant le nombre total de titres en circulation à plus de 4 millions.

The Native SA publiera ses résultats annuels consolidés le 15 avril 2018. ■

## Amaris agrandit son territoire en s'installant en Scandinavie

**CONSULTING.** Après la Suède en avril, le groupe genevois ouvre un centre au Danemark, dans la capitale du pays.

MATTEO IANNI

Le groupe de conseil Amaris continue le développement de ses activités à l'international. Créée en 2007, Amaris est devenue la première entreprise de conseil indépendante en Europe, avec plus de 3650 employés. Le groupe s'est développé depuis dans 50 pays et couvre tous les secteurs, avec une prédominance pour le conseil dans l'ingénierie en technologies. Ce nouveau centre suit l'évolution de l'entreprise qui vise 300 millions de francs de chiffre d'affaires et les 5000 employés l'année prochaine.

### Le Danemark, une suite logique

Après l'ouverture de trois bureaux en Tunisie et Colombie en septembre, Amaris étend cette fois-ci sa présence en Scandinavie avec l'ouverture d'un bureau à Copenhague. Il rassemblera des équipes business et permet l'ex-

tension des activités du groupe. «Présent maintenant sur les 5 continents, commente Xavier Maillot le directeur des bureaux Amaris en Scandinavie, nous renforçons encore nos implantations sur chacun d'entre eux. La Scandinavie est une zone économique très dynamique qui représente un fort potentiel de croissance pour le groupe. Nous avons lancé nos activités scandinaves début 2017 en ouvrant notre premier bureau à Stockholm. Depuis 2 mois maintenant, nous avons également un bureau à Göteborg nous permettant de couvrir la capitale scandinave de l'automobile. L'ouverture d'Amaris au Danemark est donc la suite logique de notre volonté à couvrir l'ensemble de la Scandinavie.»

Le Danemark était l'un des objectifs d'Olivier Brouhant, cofondateur et CEO du groupe Amaris (Lire L'Agefi du 8 septembre 2017). À l'époque, le CEO relevait qu'il

ne manquait que certains pays de Scandinavie à couvrir.

### La Finlande et la Norvège en ligne de mire

Le Danemark se révèle être une opportunité pour Amaris. Le pays concentre un fort potentiel dans le secteur de l'énergie renouvelable, dans lequel il est notamment

«LA RÉGION DE L'ORESUND COMPRENANT COPENHAGUE ET MALMÖ REPRÉSENTE UNE MÉTROPOLE DE PRÈS DE 4 MILLIONS D'HABITANTS.»

leader mondial dans la fabrication d'éoliennes. Ajouter à cela la chimie, l'industrie pharma et la biotech. «Il ne faut pas non plus oublier le secteur des services qui contribue à près de trois quart du PIB et dans lequel Amaris est très présent par ailleurs». En raison du

faible nombre d'habitants (5,7 millions), Amaris s'est tout naturellement installé dans la capitale économique et politique du pays. La localisation de ce bureau permet également d'étendre les activités du groupe au sud de la Suède, notamment à Malmö. «La région de l'Oresund comprenant Copenhague et Malmö représente une métropole internationale de près de 4 millions d'habitants.»

Ce nouveau centre est pour l'instant composé d'une dizaine d'employés. Afin d'étoffer les effectifs du bureau, plus de 25 recrutements seront prévus en 2018 dans plusieurs secteurs: services, transports ferroviaires, énergie ou encore sciences de la vie. Avec désormais trois présences en Scandinavie, le groupe genevois a agrandi son empire. Dans son champ de vision européen, il ne reste plus que la Finlande et la Norvège. Des pays que le groupe espère couvrir d'ici 2019. ■